

# Rapport sur la visite en France

du 22 au 26 septembre 2014

## Intolérance, racisme, droits de l'homme des migrants, des Gens du voyage, des Roms et des personnes handicapées

### Intolérance, racisme et résurgence de l'extrémisme



#### Positifs

- » la majorité de la classe politique rejette les rhétoriques racistes, antisémites et discriminatoires
- » un solide cadre juridique et institutionnel de lutte contre le racisme et les discriminations
- » une forte réponse pénale aux actes et discours haineux
- » le port d'un numéro d'identification individuel sur les uniformes et brassards des policiers et gendarmes



#### Préoccupations

- » les discours de haine tenus par certains responsables politiques
- » l'augmentation des actes et discours xénophobes, antimusulmans, antisémites et homophobes, y compris sur les réseaux sociaux
- » trop d'actes et de discours de haine ne donnent pas lieu à une plainte et à des poursuites
- » la persistance de contrôles policiers discriminatoires, tels que les contrôles au faciès
- » le « testing » rarement retenu comme mode de preuve d'un comportement discriminatoire
- » les moyens insuffisants alloués à la prévention des actes et discours de haine

# Droits de l'homme dans le contexte de l'asile et de l'immigration



## Positifs

» le projet de généralisation des centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA)

- » la volonté des autorités de faciliter l'accès à la procédure d'asile
- » la diminution des placements de familles en rétention administrative

- » la mise en place d'un protocole d'évaluation des besoins des mineurs isolés étrangers (MIE)
- » l'instauration d'une cellule nationale d'appui et d'orientation des MIE



## Préoccupations

» les défaillances structurelles des instances nationales d'asile

» la multiplicité et complexité des mesures législatives à l'encontre des immigrants et demandeurs d'asile

» les insuffisances graves et chroniques dans l'accueil des demandeurs d'asile

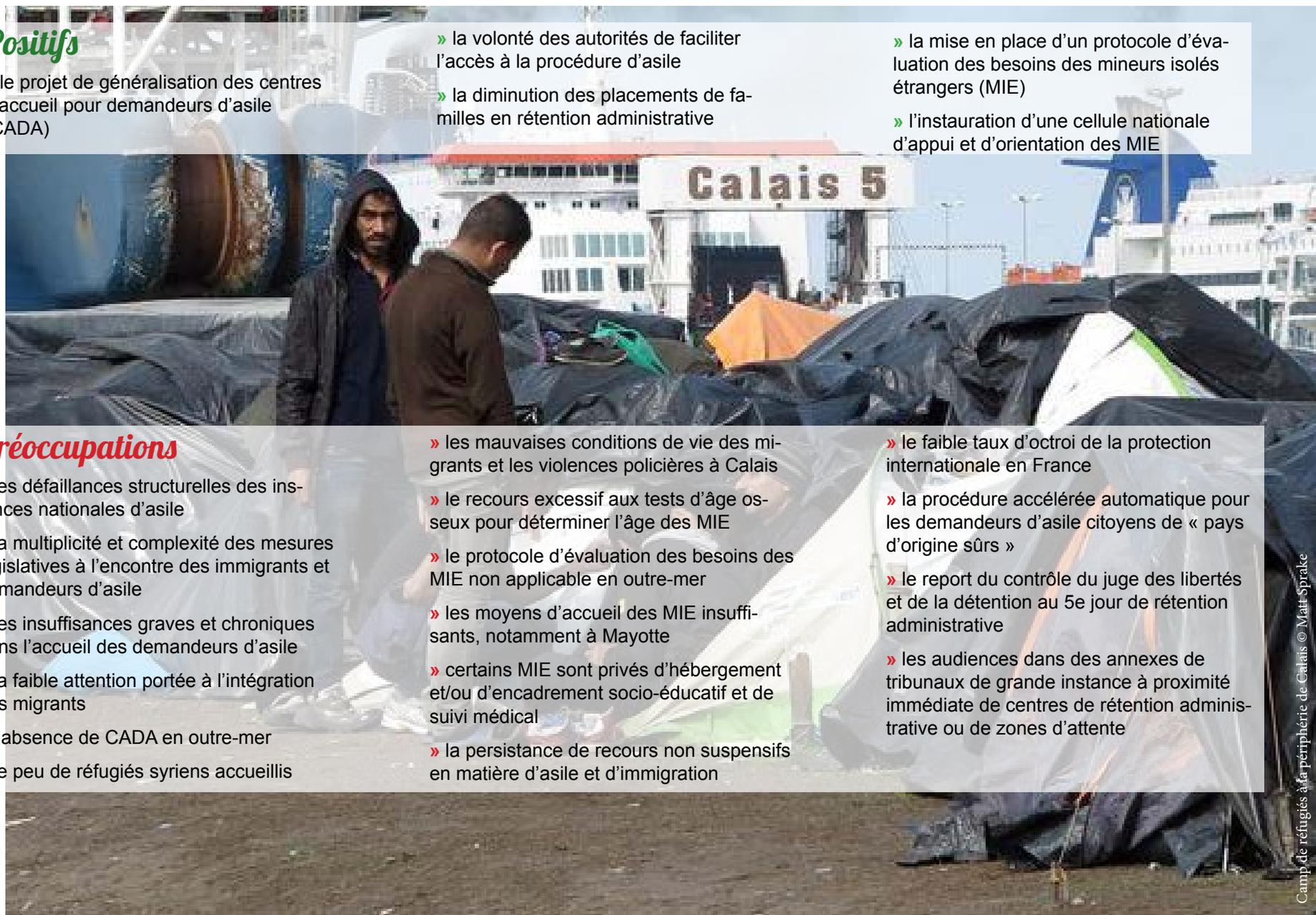
» la faible attention portée à l'intégration des migrants

» l'absence de CADA en outre-mer

» le peu de réfugiés syriens accueillis

- » les mauvaises conditions de vie des migrants et les violences policières à Calais
- » le recours excessif aux tests d'âge osseux pour déterminer l'âge des MIE
- » le protocole d'évaluation des besoins des MIE non applicable en outre-mer
- » les moyens d'accueil des MIE insuffisants, notamment à Mayotte
- » certains MIE sont privés d'hébergement et/ou d'encadrement socio-éducatif et de suivi médical
- » la persistance de recours non suspensifs en matière d'asile et d'immigration

- » le faible taux d'octroi de la protection internationale en France
- » la procédure accélérée automatique pour les demandeurs d'asile citoyens de « pays d'origine sûrs »
- » le report du contrôle du juge des libertés et de la détention au 5e jour de rétention administrative
- » les audiences dans des annexes de tribunaux de grande instance à proximité immédiate de centres de rétention administrative ou de zones d'attente



## Droits de l'homme des Gens du voyage

### Positifs

- » l'augmentation des aires de stationnement
- » l'abandon de l'obligation de détention d'un carnet de circulation
- » l'obligation légale imposant aux communes de scolariser tous les enfants

### Préoccupations

- » L'existence, de longue date, d'un fort climat d'antitsiganisme et de discours de haine, y compris dans la sphère politique
- » la persistance d'un régime juridique dérogatoire (obligation de posséder un livret de circulation)
- » l'obligation de rattachement à une commune et sentiment de contrôle permanent
- » les droits politiques restreints
- » la non reconnaissance des caravanes en tant que logement les privant de prestations sociales afférentes au logement
- » la scolarisation des enfants de famille non-sédentaires reste difficile
- » le nombre d'aires d'accueil toujours insuffisant
- » l'entraves à l'installation sur les terrains familiaux

## Droits de l'homme des Roms

### Positifs

- » les mesures visant à anticiper et accompagner les opérations d'évacuation des campements illicites

- » l'ouverture d'enquêtes sur de nombreux d'incidents impliquant les forces de l'ordre

### Préoccupations

- » la stigmatisation des Roms, notamment par des responsables politiques
- » l'attention parfois malveillante des médias
- » les cas de violences commises par les forces de l'ordre ou permises par leur passivité
- » la limitation à la liberté de circulation des Roms citoyens de l'UE
- » les conditions de vie souvent insalubres
- » l'accès limité à l'éducation, à la

santé et au logement

- » les mesures d'accompagnement des opérations d'évacuation de campements illicites insuffisamment mises en œuvre: absence de solutions durables de relogement

# Droits de l'homme des personnes handicapées



## Positifs

- » le cadre juridique développé
- » la priorité officiellement donnée à l'autonomie et à l'inclusion
- » le droit à la compensation des conséquences du handicap
- » la création du métier d'Accompagnant des Élèves en Situation de Handicap (AESH)
- » l'augmentation du nombre d'enfants handicapés scolarisés en milieu ordinaire

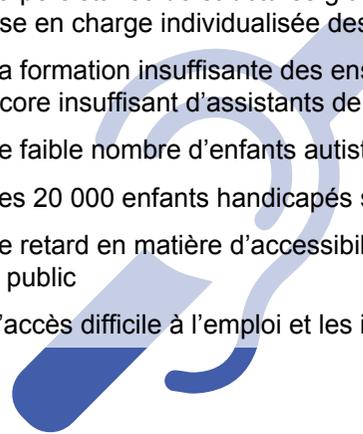


## Préoccupations

- » l'exclusion sociale et la marginalisation persistent
- » les méthodes d'accompagnement dans de nombreux établissements entrave la désinstitutionnalisation et l'inclusion
- » le déplacement de milliers de personnes handicapées à l'étranger en raison de mauvaises conditions de prise en charge en France
- » la persistance de placements involontaires en institution et l'insuffisante prise en compte de l'avis des personnes handicapées dans ces procédures



- » la persistance de structures globales, grandes et peu adaptées à la prise en charge individualisée des différentes formes de handicap
- » la formation insuffisante des enseignants au handicap et le nombre encore insuffisant d'assistants de vie scolaire
- » le faible nombre d'enfants autistes scolarisés en milieu ordinaire
- » les 20 000 enfants handicapés sans solution de scolarisation
- » le retard en matière d'accessibilité des lieux et transports accueillant du public
- » l'accès difficile à l'emploi et les inégalités salariales



## Recommandations

- » créer un plan national d'action sur les droits de l'homme intégrant la lutte contre l'intolérance, le racisme et les discriminations
- » renforcer la lutte contre les discours de haine diffusés sur internet
- » clarifier les qualifications pénales en matière d'infractions racistes
- » donner plein effet aux dispositions pénales reconnaissant le « testing »
- » ratifier le Protocole n°12 de la Convention européenne des droits de l'homme concernant l'interdiction générale de la discrimination
- » former d'une manière continue et systématique les forces de l'ordre aux droits de l'homme et à la lutte contre le racisme et les discriminations

## Recommandations

- » renoncer à l'accélération des procédures d'asile tant que les défaillances structurelles des instances nationales d'asile persistent
- » offrir un accueil digne aux réfugiés et demandeurs d'asile (augmenter le nombre de place en CADA et y donner accès à tous les demandeurs d'asile)
- » mettre en œuvre des solutions durables et dignes pour les migrants à Calais et mieux les protéger des attaques xénophobes
- » accroître l'effort de réinstallation des réfugiés syriens
- » garantir la pleine effectivité de l'ensemble des recours ouverts aux demandeurs d'asile et aux immigrants, y compris en outre-mer
- » améliorer l'assistance juridique et les garanties procédurales offertes aux immigrants et aux demandeurs d'asile
- » renoncer à la tenue d'audiences des juges des libertés et de la détention dans des annexes des tribunaux de grande instance situées à proximité immédiate de centres de rétention administrative ou de zones d'attente
- » renoncer à l'application automatique de la procédure d'asile accélérée pour les demandeurs d'asile en provenance de « pays d'origine sûrs »
- » améliorer l'accueil des MIE et mettre fin à leur maintien en zone d'attente
- » renoncer à l'automatisme de recours aux tests d'âge osseux pour déterminer l'âge des MIE
- » rétablir la présentation au juge des libertés et de la détention dès le 2e jour de rétention administrative

## Recommandations

- » sanctionner l'antitsiganisme et l'éradiquer notamment par le biais de la sensibilisation et l'éducation systématiques du public et de la jeunesse
- » mettre fin au régime discriminatoire dont font l'objet les Gens du voyage
- » garantir les conditions de l'exercice effectif du droit de vote
- » fournir des espaces de stationnement adéquats et en nombre suffisant
- » reconnaître à l'habitat mobile la qualité de logement et étendre le bénéfice de la loi sur le droit au logement opposable aux Gens du voyage qui souhaitent se sédentariser
- » mettre fin aux évacuations forcées de terrains sans solution de relogement et sans évaluation des besoins, en particulier des enfants
- » garantir l'accès effectif à l'éducation des enfants de Voyageurs

## Recommandations

- » développer les alternatives au placement en institutions
- » améliorer l'accessibilité des lieux publics et transports
- » favoriser l'accès à l'emploi et mettre fin aux inégalités salariales
- » renforcer la scolarisation, en particulier des enfants autistes
- » investir sur la formation des enseignants au handicap
- » donner plein effet aux décisions du Comité européen des droits sociaux concernant
- » élaborer un plan global visant à remplacer les institutions par des services de proximité
- » réformer le système d'accompagnement médico-social des personnes handicapées
- » recueillir scrupuleusement l'avis des personnes en voie de placement dans des structures
- » considérer le placement en structure fermée comme une privation de liberté associée à l'humiliation de l'homme
- » améliorer la prise en charge des personnes autistes, notamment en utilisant davantage des services de soutien psychologiques et mentales

## Recommandations

- » sanctionner l'antitsiganisme et l'éradiquer notamment par le biais de la sensibilisation et l'éducation systématiques du public et de la jeunesse
- » mettre en exergue les nombreux cas d'intégration des Roms migrants en France
- » prévenir et sanctionner les violences commises ou permises par les forces de l'ordre
- » mettre fin aux évacuations forcées de terrains occupés illégalement non assorties de solutions durables de relogement
- » améliorer l'accès aux soins, au logement, à l'éducation, à l'emploi
- » lever les obstacles à l'inscription à Pôle emploi et promouvoir l'accès à l'emploi, au logement et à la formation
- » promouvoir le travail des médiateurs sociaux et l'éthique journalistique